

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

				Université
				de Strasbourg

Direction du Patrimoine et de l'Immobilier  
Département des contrats immobiliers

### REEMPLACEMENT DES ASSISES ET RENOVATION DES TABLETTES DE L'AMPHITHEATRE MARESQUELLE (INSTITUT DE BOTANIQUE A STRASBOURG)

Date Limite de Réception des Offres :

**Jeudi 29 février 2024 à 18h00**

**Règlement de la Consultation**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMENTS	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 – PRESENTATION DES TRANCHES OPTIONNELLES	4
1.5 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.6 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE ET INTERNE	4
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
2.1 - VARIANTES	5
2.2 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.3 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>5</b>
3.1 - MAITRISE D'OUVRAGE	5
3.2 - MAITRISE D'ŒUVRE	5
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	6
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
3.5 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	6
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	7
5.2 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	10
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 : ÉCHANTILLONS, PROTOTYPES ET LOCAL TEMOIN</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>11</b>
8.1 – DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS	11
8.2 – ENVOI DEMATERIALISE	12
8.3 – TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	13
<b>ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>15</b>
9.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	15
9.2 – VISITES SUR SITE	15
<b>ARTICLE 10 : NEGOCIATIONS</b>	<b>16</b>

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations de la présente consultation concernent le remplacement des assises et la rénovation des tablettes de l'amphithéâtre Maresquelle situé à l'Institut de Botanique de Strasbourg.

**Lieu(x) d'exécution** : Institut de Botanique, 28 rue Goethe, 67000 STRASBOURG.

Il est à noter que l'emprise du chantier se situe sur le campus historique de l'Université de Strasbourg, à proximité d'autres bâtiments en fonctionnement.

La plus grande vigilance devra être apportée par les entreprises titulaires aux nuisances et aux risques pouvant impacter les salles voisines du bâtiment de Botanique en fonctionnement pendant les travaux.

### **Présentation du projet :**

Situé dans le jardin des sciences, un nouvel Institut de Botanique et les locaux actuel du Jardin sont bâtis en 1965-1967 sous la direction du doyen Henri-Jean Maresquelle en lieu et place des ancienne serres.

L'institut de Botanique est un Etablissement recevant du public de 3<sup>ème</sup> catégorie et dispose d'un amphithéâtre de 248 places, dénommé Amphithéâtre Maresquelle. L'objet des travaux consiste en une opération de maintenance des assises de l'amphithéâtre.

### **Descriptif sommaire à titre d'information de chaque lot :**

#### LOT 01 – Mobilier

Les travaux du présent "lot 1 Mobilier" consistent à déposer les assises existantes et à les remplacer par de nouvelles assises dont le mécanisme devra s'adapter aux supports restants en place.

#### LOT 02 – Tablettes

Les travaux du présent "lot 2 Tablettes" consistent à rénover les tablettes en bois de l'amphithéâtre.

**Les descriptifs et quantitatifs précisés ci-avant figurent à titre indicatif.**

**Le candidat se reportera au CCTP pour la description des prestations et à la DPGF pour les quantités.**

### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

La présente consultation concerne 2 lots mais l'opération comporte un total de 3 lots.

Lot 1 – Mobilier
Lot 2 – Tablettes
Lot 3 – Eclairage

*Le lot 3 sera lancé ultérieurement et prendra la forme d'un marché subséquent portant sur la rénovation ou le remplacement des luminaires via l'accord-cadre relatif à l'accord-cadre travaux neufs relatifs aux courants forts / courants faibles.*

Les soumissionnaires sont libres de préciser une offre pour chacun des lots. Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

### 1.4 – Présentation des tranches optionnelles

Il n'est prévu aucune tranche optionnelle dans le cadre de la présente consultation.

### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement conjoint avec mandataire solidaire**. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

La forme du groupement imposée, dans le présent marché, a pour objet d'assurer la continuité du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

### 1.6 - Nomenclature communautaire et interne

#### • **Nomenclature communautaire**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens, sont les suivantes :

Lot	Code CPV
Lot 01 : Mobilier & Lot 02 : Tablettes : 45421000-4 : Travaux de menuiserie	

- **Nomenclature Interne**

Code	Nomenclature UNISTRA
BF.02	Travaux de réhabilitation ou de réutilisation

## **Article 2 : Conditions de la consultation**

### **2.1 - Variantes**

Aucune variante n'est prévue dans le cadre du présent marché.

### **2.2 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.3 - Conditions particulières d'exécution**

- Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi

Sans objet.

- Marché réservé

Sans objet.

## **Article 3 : Les intervenants**

### **3.1 - Maîtrise d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**Université de Strasbourg  
Direction du Patrimoine Immobilier  
18 rue Goethe  
FR-67081 Strasbourg Cedex**

### **3.2 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**LOCUS ARCHITECTES SARL  
ATELIER D'ARCHITECTE CHRISTOPHE CUNCI  
32 RUE JULES RATHGEBER  
67100 STRASBOURG**

### 3.3 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché seront soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978.

Le contrôle technique n'est pas encore déterminé. Les attributaires seront informés de l'identité du contrôleur technique dès que celui-ci sera connu.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, ne relèvent pas de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

### 3.5 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée à la maîtrise d'œuvre.

## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement pour chaque lot (A.E.), et ses annexes :
  - Annexe n°1 concernant la répartition des missions entre cotraitants le cas échéant ;
- Le cahier des charges administratives et particulières (C.C.A.P.) ;
- Les CCTP par lot ;
- Les plans de l'état projeté ;
- Les plans de l'état existant ;
- Le DAT ;
- Le planning OPC prévisionnel des études et des travaux ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire pour chaque lot (D.P.G.F.) ;
- Les cadres de mémoires techniques par lot ;
- L'attestation de visite.

Les frais de reprographie des documents du dossier de consultation sont à la charge du candidat, qui pourra télécharger toutes les pièces sous format informatique sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

### **La référence de la consultation est la suivante : DCI 2024 532**

IMPORTANT : Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont

dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques.

**Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **6 jours avant la date limite de réception des offres soit jusqu'au 23/02/2024.** Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra remettre une nouvelle offre sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### **5.1 - Documents à produire**

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr>. A défaut de transmission de ces formulaires, les éléments indiqués ci-dessous devront être apportés par le candidat : Documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, l'Université de Strasbourg accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande Publique.

Le document unique de marché européen devra obligatoirement être rédigé en français.

#### **5.1.1 – Pièces de la candidature**

Afin de faciliter les éventuels échanges, les candidats rempliront la fiche d'identification du candidat (document UNISTRA joint au DCE).

**Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la Commande Publique.:**

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Copie du/des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

**Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-6 et suivants du code de la Commande Publique:**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels : en particulier une copie des attestations d'assurance « Responsabilité Civile » et « Décennale ».

**Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-15 et suivants du code de la Commande publique:**

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- La qualification QUALIBAT 4312 ou équivalent.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

*Par ailleurs dans l'objectif d'allègement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales (ex : liasse 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.*



### 5.1.2 – Pièces de l'offre

L'offre du soumissionnaire devra fournir les pièces suivantes pour chaque lot :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes **dûment remplis, datés et signés**,
  - L'annexe n°1 concernant la répartition des missions entre cotraitants le cas échéant ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.) **dûment remplie** ;
- Le mémoire technique **dûment rempli** accompagné par les fiches techniques correspondantes, et tout document justifiant des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant (Cf. notamment demande de l'annexe au cadre de mémoire technique) ;
- L'attestation de visite **dûment remplie et signée** par l'entreprise candidate et le Maître d'Ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre ;
- La déclaration de sous-traitance (DC4) **dûment remplie le cas échéant**.

**Il est vivement recommandé d'utiliser le cadre de mémoire technique proposé.**

### **Observations :**

Le candidat joindra avec son mémoire technique et son offre les fiches techniques demandées qui préciseront les caractéristiques techniques et les conditions de mise en œuvre. Le cas échéant la production de l'Avis Technique en cours de validité est à privilégier.

Pour les matériaux ou produits ou la qualité esthétique est un critère important, la fiche technique sera produite en couleur.

**Le candidat est réputé accepter sans aucune modification ni réserve les termes de la totalité des pièces du DCE de l'Université de Strasbourg listées à l'article 4 du présent document. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi.**

**Important** : Le candidat est tenu de vérifier les quantités de la DPGF indiqués dans la colonne « Qu. MOE ».

Il lui est possible de les modifier en l'indiquant dans la colonne « Qu. ENT » prévue à cet effet, lorsqu'il remet son offre.

Les modifications doivent être mises en évidence dans le document (toute la ligne en italique et en couleur).

L'analyse du prix sera faite sur la base des quantités modifiées.

En revanche, une fois l'offre remise le candidat ne pourra plus élever de contestation à ce sujet.

### **NOTA :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement (Article 4).

## 5.2 - Usage de matériaux de type nouveau

Sans objet.

### **Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2142-1 à L.2152-8, L.2152-8, R.2152-1 à R.2152-13 du code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R-2161-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures.

Les critères relatifs à la candidature sont :

#### **Capacités professionnelles techniques et financières.**

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

N°	LOTS	Pondération critère PRIX	Pondération critère TECHNIQUE	Moyens humains, équipes affectées au chantier, références	Description du phasage de l'opération conformément à la durée d'exécution / planning	Description technique de la mise en œuvre des travaux	Qualité technique des matériaux, solidité	Méthode, gestion de la qualité, autocontrôle	Pondération critère DEVELOPPEMENT DURABLE	Moyens mis en œuvre pour le respect de l'environnement
01	MOBILIERS	50 pt	45 pt	5 pt	10 pt	10 pt	15 pt	5 pt	5 pt	5 pt
02	TABLETTES	60 pt	35 pt	5 pt	5 pt	15 pt	5 pt	5 pt	5 pt	5 pt

**Le prix sera noté de la manière suivante :**

- la solution la moins chère reçoit la note maximum.
- les autres offres sont notées de la manière suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre la moins chère} \times \text{note maximum}}{\text{Montant de l'offre analysée.}}$$

**Le critère de valeur technique sera noté de la manière suivante (voir pondération ci-dessus, par lot) :**

- 1/ Les moyens humains, équipes affectés au chantier, références ;
- 2/ Description du phasage de l'opération conformément à la durée d'exécution / planning ;
- 3/ Description technique de la mise en œuvre des travaux ;
- 4/ La qualité technique des matériaux, solidité ;

5/ La méthode, la gestion de la qualité, l'autocontrôle ;

**Le critère de développement durable sera noté de la manière suivante (voir pondération ci-dessus, par lot) :**

1/ Les moyens mis en œuvre pour le respect de l'environnement.

Les sous- critères seront notés sur 1 comme suit :

*1/1: proposition très satisfaisante, standard très élevé et supérieur aux attentes, parfaitement renseigné*

*0,8/1: proposition satisfaisante, standard élevé, bien renseigné*

*0,65/1 : proposition convenable, standard au-dessus du moyen,*

*0,5/1: proposition correcte, large présence d'observations spécifiques*

*0,35/1 proposition passable, présence ponctuelle d'observations spécifiques*

*0,20/1: proposition insuffisante, renseignements généraux non spécifiques à l'opération*

*0/1 : absence d'informations ou hors sujet*

Ces critères seront évalués à partir du « mémoire technique » et des « fiches techniques » le cas échéant fournis par le candidat dans son offre.

Remarque : Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de revenir vers les candidats pour leur demander de confirmer ou régulariser leur offre.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la Commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

## **Article 7 : Échantillons, prototypes et local témoin**

Se reporter aux pièces descriptives des travaux.

## **Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### 8.1 – Dématérialisation des marchés publics

Dans le cadre de la réforme des marchés publics et depuis le 1er octobre 2018, l'ensemble des procédures de passation des marchés publics seront obligatoirement dématérialisées c'est-à-dire conclues par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis des candidats devront être transmis électroniquement dans les conditions prévues à l'article 8.2 du présent règlement de consultation.

Tout envoi de plis par voie papier est irrégulier. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser ou non ces offres en vertu des articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Les candidats pourront transmettre une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre dans les conditions prévues à l'article 8.3 du présent règlement de consultation.

L'ensemble des échanges entre les entreprises et l'Université de Strasbourg se fera via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echange questions/réponses ;
- Information des candidats non retenus ;
- Demande de complément de candidature ;
- Demande de documents administratifs dans le cadre du formulaire NOTI1 ;
- Envoi des documents de notification à l'attributaire.

Les offres transmises par télécopie ou par courriel ne sont pas acceptées.

### 8.2 – Envoi dématérialisé

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Seule une copie de sauvegarde des plis pourra être transmise sur un support physique électronique, dans les conditions prévues à l'article 8.3 du présent règlement de consultation.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme « PLACE » :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;

- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires devront poser leurs questions sur les documents de la consultation via la plateforme PLACE.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### **Avertissement :**

**La signature électronique des documents est obligatoire. Une signature manuscrite scannée ne peut pas remplacer la signature électronique.**

**Pour répondre sous format électronique, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique conforme au règlement « eIDAS » ou d'un certificat « RGS » de niveau \*\* ou \*\*\* en cours de validité**

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

#### **Horodatage :**

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **8.3 – Transmission d'une copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent transmettre dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé, et en complément d'un pli dématérialisé, une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et respecter les conditions suivantes :

- Un fichier comportant les pièces de la candidature ;

- Un fichier distinct comportant les pièces de l'offre.

Les candidats transmettent la copie de sauvegarde de leur candidature et offre sous pli cacheté sur lequel apparaissent clairement :

- la **dénomination et les coordonnées de la société candidate**
- ainsi que la mention :

**COPIE DE SAUVEGARDE**

**REMPLACEMENT DES ASSISES ET RENOVATION DES  
TABLETTES DE L'AMPHITHEATRE MARESQUELLE  
(INSTITUT DE BOTANIQUE A STRASBOURG)**

**LOT .....**

Les copie de sauvegarde peuvent être :

- **Transmises par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.**

Elles sont adressées à :

**Université de Strasbourg  
Direction du Patrimoine Immobilier  
Département Contrats Immobiliers  
18, rue Goethe  
CS 90032  
67081 STRASBOURG cedex**

et devront être **réceptionnées** au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

- **Déposées, contre récépissé, à la même adresse (Direction du Patrimoine Immobilier – Secrétariat – Rez-de-chaussée), du lundi au vendredi (sauf jours fériés) le matin de 9h à 12h, et l'après-midi de 14h à 16h.**
- **Transmises par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

**IMPORTANT** : Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. De ce fait, si un des candidats auxquels le pouvoir adjudicateur envisage de notifier le marché a transmis son offre par voie électronique, il devra transmettre un

exemplaire papier de son offre dans un délai maximum de 7 jours ouvrés suite à la demande de l'administration formulée par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

## Article 9 : Renseignements complémentaires

### 9.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres soit jusqu'au 23/02/2024**, une demande via la plateforme PLACE sur la page de la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme achat public, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **3 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres soit le 26/02/2024**.

### 9.2 – Visites sur site

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur doit s'être rendu compte personnellement de l'état des lieux et des travaux à exécuter, et avoir apprécié la nature et les difficultés des travaux, ainsi que l'importance de ceux-ci. L'entrepreneur sera réputé s'être rendu sur le site, avoir visité les lieux afin d'apprécier les conditions d'exécution des travaux, ainsi que les conditions d'accès et de desserte.

**L'accès au site est libre. Il sera organisé des visites obligatoires :**

- Le lundi 12 février 2024 à 16h30 ;
- Le lundi 19 février 2024 à 16h30.

Le rendez-vous est fixé devant l'entrée du bâtiment de l'Institut de Botanique,  
28 rue Goethe  
67000 STRASBOURG.

Merci de prévenir de votre présence via la plateforme PLACE (onglet question) sur la page de la consultation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est à noter que l'amphithéâtre est spécialement réservé pour les visites sur ces créneaux, aussi, nous ne pouvons attester des visites supplémentaires.

Ces visites étant obligatoires, il sera délivré une attestation de visite.

En cas d'absence aux différentes visites mentionnées plus haut, **l'entrepreneur s'expose au rejet de son offre** par irrégularité. Le marché consistant à adapter les fournitures aux modèles existants, les visites permettent de compléter les plans communiqués dans le dossier de consultation et assurer une offre la plus juste possible.

## **Article 10 : Négociations**

Le présent article s'applique conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition.

En application de l'article L.2123-1 du code de la Commande Publique, l'Université de Strasbourg se réserve le droit de négocier ou de ne pas négocier pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

Cette négociation se déroulera dans le respect des principes d'égalité de traitement, de non-discrimination et d'obligation de transparence prévus par le code de la commande publique.

La négociation sera engagée sous la forme de mails, de rencontre physique ou virtuelle avec l'ensemble des soumissionnaires. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Suite à cette phase de négociation, et si des ajustements s'avèrent nécessaires, un délai complémentaire sera laissé aux candidats pour formuler une proposition finale qui servira de base pour l'analyse et le classement final des offres.

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché à l'offre initiale.